

EXTRAIRE
L'ÉGALITÉ-
UN GUIDE

UN NOUVEAU GENRE DE CHAÎNE DE VALEUR

Publiez Ce Que Vous Payez est un réseau mondial de plus de 800 organisations de la société civile, unies dans leur appel pour un secteur extractif ouvert et responsable, afin que les citoyens puissent bénéficier de leurs ressources naturelles.

UN Women est une organisation des Nations Unies qui se consacre à l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes. En tant que leader mondial, UN Women a été établi pour accélérer les progrès répondant aux besoins des femmes et des jeunes filles à travers le monde.

PCQVP et UN Women travaillent ensemble pour intégrer des perspectives sur l'égalité des sexes dans la gouvernance des ressources naturelles, de sorte que lorsque nous affirmons que nous voulons que tous les citoyens profitent de leurs ressources, nous voulons réellement dire tous les citoyens. Pour ce faire, nous avons créé une chaîne de valeur qui montre la manière dont vous pouvez aborder l'égalité des sexes à chaque étape du processus d'extraction. Outre les structures de droits de l'homme mondialement reconnues, nous avons la conviction que la participation des femmes doit être accrue à tous les niveaux et dans toutes les activités le long de la chaîne de valeur du domaine de l'extraction, au sein du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Le leadership et la participation des femmes doivent être encouragés dans toutes les discussions tenues au sein du secteur des industries extractives. Les femmes sont des actrices, non des victimes, il est temps qu'elles adoptent une meilleure façon de mobiliser les ressources naturelles.

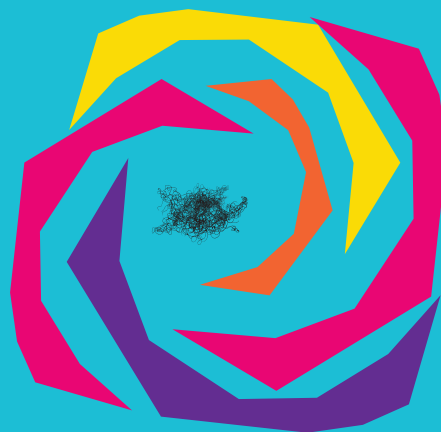


QUELLES SONT NOS RESSOURCES NATURELLES ?

Tous les citoyens – femmes, hommes, garçons et filles – ont besoin de recevoir des informations complètes, exactes et compréhensibles sur les ressources naturelles de leur pays. Un débat national ouvert doit être engagé sur le rôle et la portée que le domaine de l'extraction doit jouer dans le développement d'un pays. L'emplacement, le type et la quantité de ressources naturelles – ainsi que les avantages et les inconvénients de l'extraction – sont des facteurs devant tous être pris en compte. Les informations sur les ressources naturelles, et un espace à engager, doivent être mises à la disposition de tous les membres de la société avec une attention particulière afin de s'assurer que tous les citoyens aient accès aux informations.

Questions à poser :

- *Les femmes disposent-elles d'une plate-forme permettant de s'engager dans le débat national ?*
- *Des femmes parlementaires, journalistes et autres groupes d'intervenantes sont-elles impliquées dans les formations sur les ressources naturelles ?*
- *Le matériel de communication est-il accessible et prend-il en compte les différents niveaux d'alphabétisation et de connaissances techniques des femmes et des hommes ?*

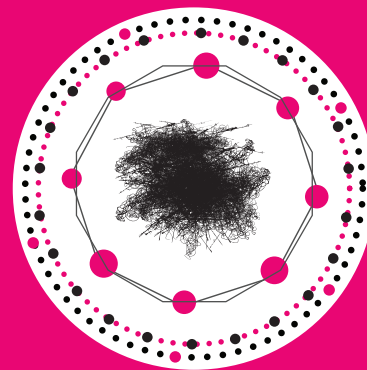


2 QUEL EST LE CADRE DES RESSOURCES NATURELLES ?

Que ce soit par le biais de consultation ou de défense des intérêts, la société civile peut influencer les cadres juridiques des ressources naturelles afin d'assurer que la transparence, la responsabilisation et l'égalité des sexes soient incluses dès le départ dans la gestion des ressources naturelles. Les codes miniers et les lois pétrolières doivent protéger les citoyens contre les effets nuisibles de l'extraction, avec une attention particulière sur le fait que les femmes sont différemment influencées et plus négativement par l'extraction. La réglementation du Secteur Minier Artisanal et à Petite échelle (ASM) doit être soigneusement considérée dans la mesure où il existe de nombreuses implications importantes impliquant les personnes travaillant dans l'ASM, notamment un nombre important de femmes.

Questions à poser :

- Les ministères chargés de l'égalité des sexes ont-ils été consultés et travaillent-ils de concert avec d'autres ministères pour intégrer les besoins et les possibilités des femmes dans les cadres des ressources naturelles?
- Les cadres considèrent-ils les rôles spécifiques des femmes dans la communauté et de quelle façon seront-ils affectés par l'extraction des ressources naturelles ? Par exemple, si elles sont déplacées, perdront-elles l'accès aux terres agricoles ? Parcourront-elles une distance plus longue pour recueillir de l'eau?
- Les cadres prennent-ils en compte les barrières et les opportunités pour les femmes au sein et autour des opérations extractives? Par exemple, les femmes et les hommes ont-ils accès à des formations/emplois/prêts et/ou opportunités d'affaires appropriés?



3 EXTRAIRE OU NE PAS EXTRAIRE ?

Tous les membres de la collectivité doivent être pleinement conscients des conséquences et des avantages des opérations extractives et les femmes doivent être impliquées dans la décision d'octroi du consentement.

Les évaluations de l'impact et les consultations communautaires doivent tout particulièrement prendre en compte la manière dont les femmes seront influencées par l'extraction – tant en veillant à ce que les bonnes questions soient posées, que le fait que les conditions soient réunies pour que les femmes puissent participer librement. Dans le cas de débats nationaux avant la prise de décisions sur les questions d'extraction, la participation des femmes parlementaires et des champions masculins de l'égalité entre les sexes doit être particulièrement encouragée.

Questions à poser :

- *Les évaluations d'impacts ont-elles été menées de façon indépendante et transparente par une équipe représentée à parts égales par des hommes et des femmes ?*
- *Les femmes ont-elles été consultées et ont-elles participé à des évaluations d'impact ?*
- *Tous les membres de la communauté sont-ils informés des résultats de l'évaluation et comprennent-ils les conséquences possibles des opérations extractives ? Les conséquences sont-elles pleinement comprises par les femmes ?*



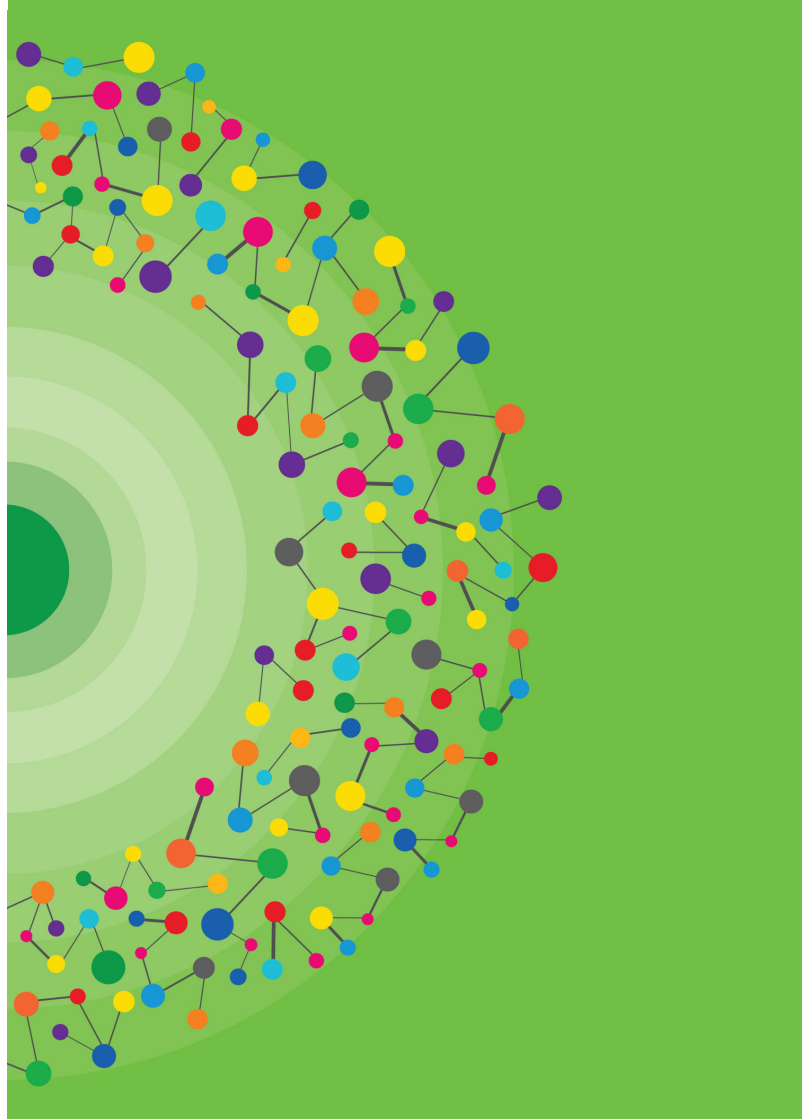
4 COMMENT ASSURER LA MEILLEURE TRANSACTION POSSIBLE ?

Les licences et les contrats doivent être attribués de façon transparente, dans le cadre d'appels d'offre publics concurrentiels. Les femmes (de tous les secteurs) doivent bénéficier d'un siège à la table des négociations et la compensation doit être élaborée en termes de perte de moyens de subsistance plutôt que de valeur. Une formation et un soutien aux femmes à s'engager dans de nouvelles activités génératrices de revenu tout au long de la chaîne de valeur, doivent être organisés.

La compensation doit être juste, adéquate et opportune, elle sera conçue tout en prenant en compte les usages coutumiers de propriété foncière et reconnaîtra le fait que les femmes dépendent et utilisent la terre, même si elle n'est pas à leur nom. Une disposition concernant le contenu local devra examiner et soutenir les femmes dans leur conception.

Questions à poser :

- *Les femmes sont-elles représentées à la table de négociation - leurs besoins sont-ils satisfaits par l'indemnisation ?*
- *Les femmes sont-elles été consultées dans les calculs d'indemnisation ? Quels sont les obstacles qui empêchent les femmes d'avoir accès aux indemnités ? Les femmes disposent-elles d'un accès à la justice en cas de griefs ?*
- *Existe-t-il de nouveaux débouchés et marchés pour la génération de revenus au démarrage de l'extraction ? Les femmes sont-elles soutenues et encouragées à s'engager dans de telles actions ?*



5 COMMENT SURVEILLER LE PROJET ?

Les projets doivent être surveillés afin de s'assurer que tout changement de circonstance ou de violation contractuelle puisse être rectifié. Un accès à la justice doit être clairement établi et la société civile doit être formée à la surveillance de contrat. Les femmes doivent être impliquées dans la surveillance de projet et être encouragées à participer à des fonctions d'inspection. La surveillance elle-même doit examiner les indicateurs révélant de quelle façon l'extraction provoque un impact sur les femmes. La conception des mécanismes formels de réclamation au niveau de l'entreprise doivent impliquer tant les femmes que les hommes.

Questions à poser :

- *Les femmes et les hommes sont-ils également en mesure de participer à des fonctions de surveillance - ont-ils le même accès aux informations et recours en justice ? Sont-ils pleinement conscients de leurs droits ?*
- *Les formations pour la surveillance de contrats sont-elles disponibles et accessibles aux femmes dans les communautés ?*
- *Les femmes sont-elles libres et en mesure de rapporter les impacts spécifiques les affectant ? Par exemple, l'introduction d'un projet extractif présente-elle des risques accrus pour elles, comme une violence physique et sexuelle ?*

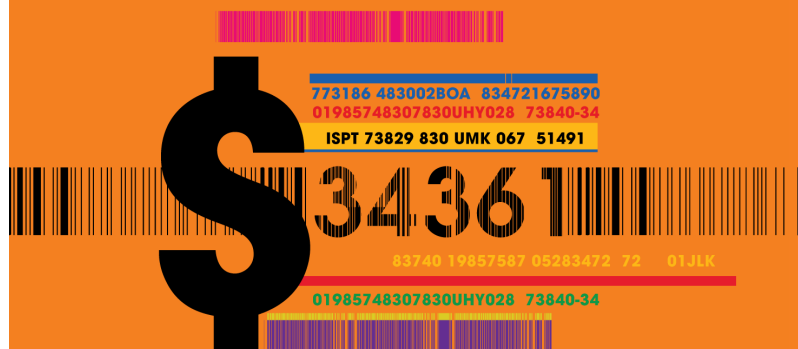


6 QUELS PAIEMENTS SONT-ILS EFFECTUÉS PAR LES SOCIÉTÉS ?

Les entreprises doivent publier ce qu'elles payent et les informations doivent être accessibles à tous. Les femmes, les hommes et les jeunes doivent être en mesure de savoir combien reçoivent (ou devraient recevoir) leur pays et leur communauté pour leurs ressources naturelles, afin qu'ils puissent suivre l'argent et demander des comptes à leur gouvernement. La responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les activités communautaires organisées par les sociétés extractives doivent bénéficier aux femmes et aux hommes sur un même pied d'égalité et être surveillées par les communautés pour s'assurer que les accords et engagements soient respectés ; ceci signifie que tous les citoyens doivent avoir une compréhension claire des paiements effectués.

Questions à poser :

- *Les informations et les données sur les paiements issus de l'extraction sont-elles accessibles aux femmes comme aux hommes ? Les campagnes de diffusion des informations de paiement incluent-elles les femmes dans leur démarche de sensibilisation ?*
- *Les organisations féminines ont-elles été formées sur la façon et où accéder aux données concernant les paiements réalisés par les compagnies extractives et à qui ? Les femmes sont-elles impliquées dans la surveillance de la mise en œuvre du projet ?*
- *Les femmes ont-elles été consultées et impliquées dans la conception de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) et les programmes communautaires organisés par les sociétés extractives ? Les programmes de RSE traitent-ils efficacement des besoins et des possibilités des femmes au sein de la communauté ?*

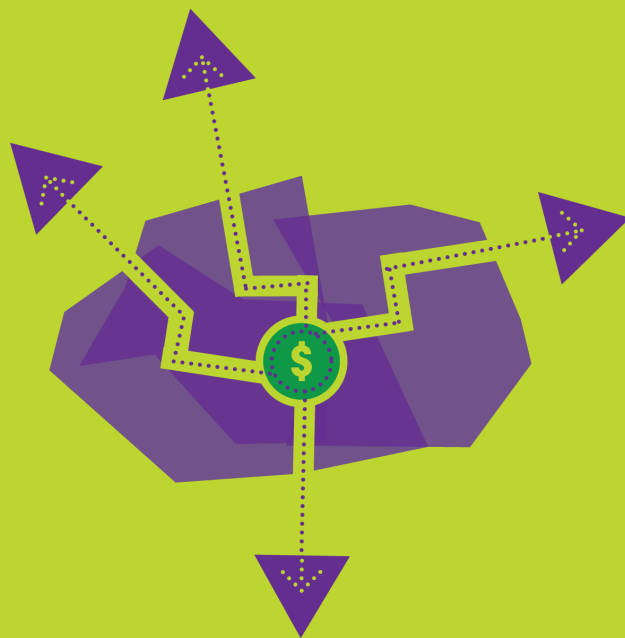


7 L'ARGENT EST-IL ENTRÉ DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT ?

Les gouvernements se doivent d'être transparents et de déclarer tous les revenus issus des ressources naturelles du pays. Ceci inclut les revenus affectés à tous les organismes et à tous les échelons du gouvernement, ainsi qu'aux communautés. La société civile a un rôle à jouer en tant que sentinelle pour suivre les paiements destinés au gouvernement central et au niveau infranational.

Questions à poser :

- *Les femmes comme les hommes savent-ils comment suivre les ressources provenant d'exploitations d'extraction et ont-ils un accès égal aux informations ?*
- *Tous les revenus peuvent-ils être comptabilisés par le gouvernement ?*
- *Les revenus alloués atteignent-ils les communautés extractives ?*

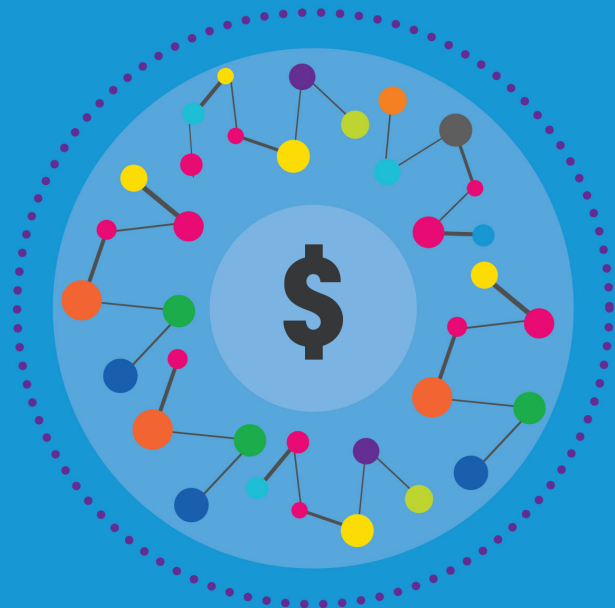


8 DE QUELLE FAÇON L'ARGENT DOIT-IL ÊTRE DÉPENSÉ ?

La société civile a un rôle à jouer en appelant à la transparence budgétaire et en prônant l'allocation budgétaire, de sorte que l'argent issu du secteur extractif soit dépensé de manière ouverte et équitable, sur la base de décisions éclairées. Les besoins des femmes, hommes, garçons et filles doivent être pris en considération dans le processus d'attribution. Obtenir plus de données et d'informations sur les besoins des collectivités aidera à s'assurer que les ressources puissent profiter à tous les citoyens.

Questions to ask:

- *Existe-il une connaissance des besoins des femmes dans le processus d'affectation des ressources ; y a-t-il des femmes impliquées dans la prise de décision ? Les femmes ont-elles accès à la formation du développement budgétaire ?*
- *Les décisions d'attribution sont-elles basées sur des données ventilées par sexe ?*
- *Les décisions concernant l'affectation des ressources incluent-elles les besoins des femmes comme ceux des hommes ?*

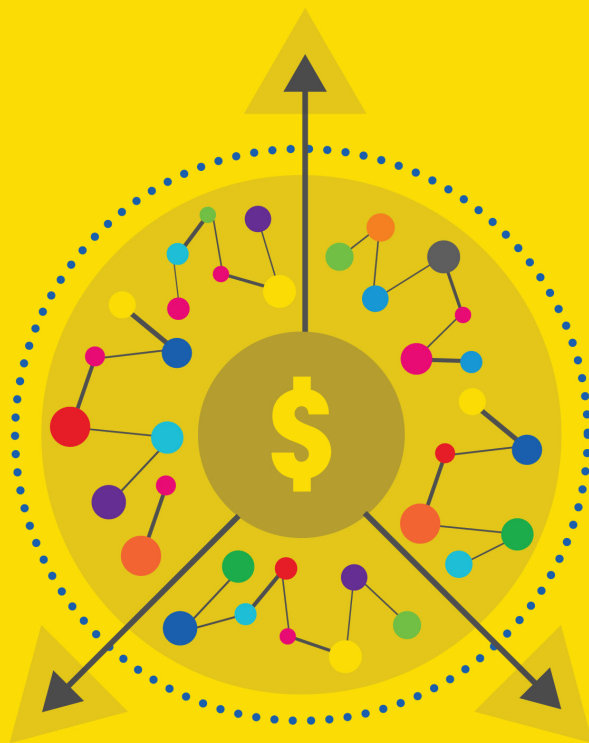


9 L'ARGENT EST-IL ARRIVÉ ?

Une fois les revenus attribués, la société civile joue un rôle important pour surveiller si l'argent a atteint la destination convenue ou si le projet prévu a été réalisé. Si l'argent a disparu en route, il est donc possible de plaider pour une rectification

Questions à poser :

- *Les femmes ont-elles été incluses dans les formations de développement budgétaire et de surveillance ?*
- *Si l'argent n'a pas atteint un projet, tel que convenu, les femmes ont-elles la possibilité et l'espace de plaider la rectification en toute sécurité et de façon efficace ?*
- *Les femmes et les hommes ont-ils les mêmes informations et le même accès aux informations sur les décisions d'affectation des ressources ?*



10 CELA EN VAUT-IL LA PEINE ?

À intervalles réguliers, des estimations indépendantes devraient évaluer si l'argent généré a été correctement dépensé et s'il a contribué au développement et à l'amélioration de la vie de toutes les femmes, hommes, filles et garçons.

Questions à poser :

- *Les indicateurs d'estimation tiennent-ils compte de l'impact sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles de la même façon ?*
- *L'équipe d'évaluation est-elle représentée à parts égales par des hommes et les femmes ?*
- *Existe-t-il un nombre égal de femmes et d'hommes des communautés qui ont été consultés lors de l'évaluation ? Les femmes ont-elles bénéficié d'un espace sûr pour parler ?*



EVALUATION PERMANENTE

Il y aura des évaluations régulières par tous les intervenants afin de s'assurer que les cadres à long terme soient exacts et toujours pertinents. La société civile peut jouer un rôle précieux en soulevant publiquement les préoccupations lorsque les cadres et accords ne sont manifestement plus adaptés à l'objectif recherché. Les évaluations permettent également d'avoir l'occasion d'intégrer les préoccupations de parité entre les sexes dans les anciens cadres.

Questions à poser :

- *Les systèmes et les cadres en place servent-ils les besoins et les opportunités pour les femmes, les hommes, les garçons et les filles de la même façon ?*
- *Utilisons-nous les révisions de codes pétroliers et miniers comme une occasion d'intégrer la question de l'égalité des sexes dans la gestion des ressources naturelles ?*
- *Y a-t-il eu des changements dans les circonstances auxquelles font face les femmes, les hommes, les garçons et les filles ?*



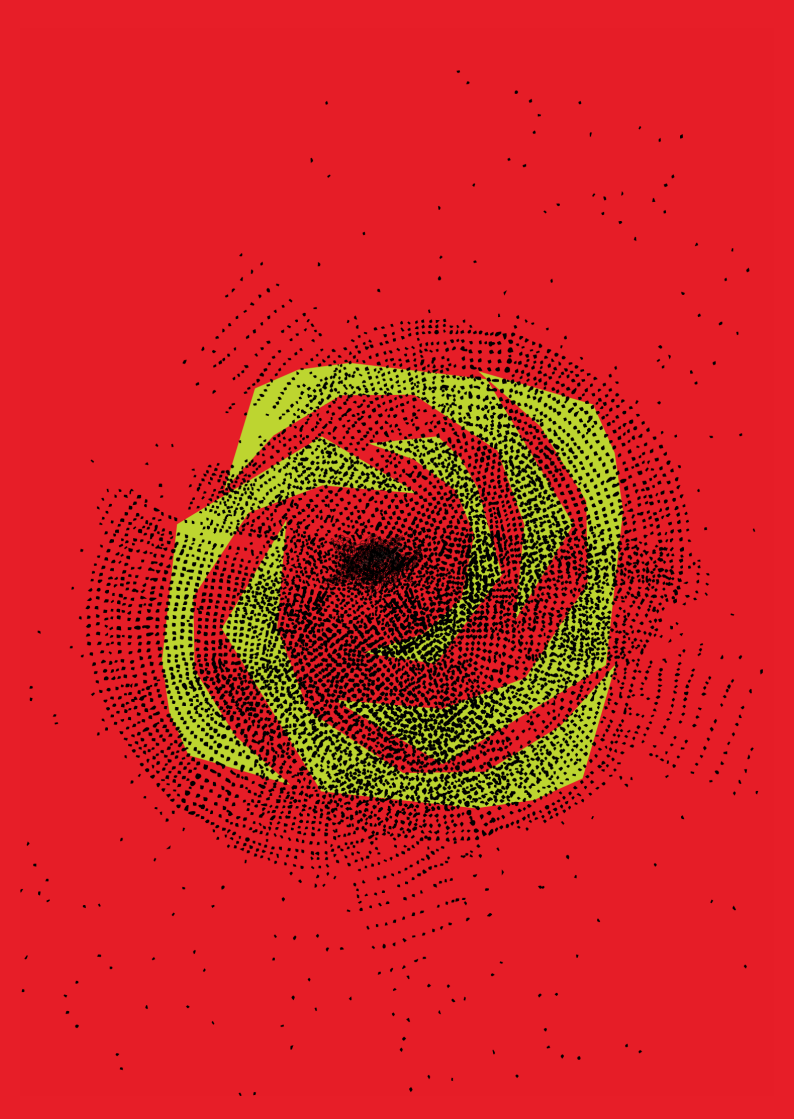
12 UNE FOIS LA POUSSIÈRE RETOMBÉE

Il est important d'examiner de quelle façon un projet d'extraction – et l'économie qui en découle – est effectivement démantelée et stoppée. Pour la communauté, la fermeture des activités extractives est susceptible d'impliquer la perte d'emplois et de revenus – non seulement pour les mineurs eux-mêmes, mais également pour les personnes impliquées dans les activités économiques qui s'appuient sur l'exploitation minière et les mineurs.

Les plans de démantèlement doivent étudier attentivement les effets sur les femmes, les hommes, les garçons comme les filles.

Questions à poser :

- Existe-t-il des plans permettant d'offrir des opportunités égales pour ces femmes et ces hommes employés dans le projet d'extraction ?
- Existe-t-il des plans pour ces femmes et ces hommes qui génèrent des activités par le biais d'activités liées à un projet d'extraction ?
- La fermeture des opérations signifie-t-elle que le terrain retourne à la communauté ? A qui le terrain revient-il s'il a déjà fait l'objet d'une indemnisation ? Est-ce utilisable ?





EXTRAIRE L'ÉGALITÉ— UN GUIDE

Ceci est un regard différent sur la chaîne de valeur habituelle du domaine de l'extraction; parce que les choses doivent changer si les femmes et les hommes doivent bénéficier des ressources naturelles. Si vous souhaitez en savoir plus sur notre travail, visitez-nous nos sites web:

www.publishwhatyoupay.org
www.unwomen.org

Publish 
What You Pay

 **UN
WOMEN** 
United Nations Entity for Gender Equality
and the Empowerment of Women

Produced by
Tactical Studios

Design and layout
Krutika Harale